

PRÉFET DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Service Connaissance Études Prospective
Evaluation

Lyon, le 15 NOV. 2011

Affaire suivie par : Delphine Leduc
Unité Evaluation environnementale des
plans, programmes, projets
Tél. : 04 26 28 67 53
Télécopie : 04 26 28 67 79
Courriel : delphine.leduc
@developpement-durable.gouv.fr

**Avis de l'autorité environnementale
sur le projet d'étude d'impact de la zone d'activité de Champ Dunand
Commune de Thonon les Bains
Département de la Haute-Savoie
Présenté par la commune de Thonon les Bains**

REFER : S:\CEPE\EEPPP\06_EIE\Avis_AE_Projets\AE_urba\74\THONONlesBAIN
S_DUP_compatibilit_PLU\Champ Dunand\

Le préfet du département de la Haute-Savoie a été saisi par la ville de Thonon-les-Bains d'une demande de déclaration d'utilité publique (DUP) de l'aménagement de la zone d'activité Champ Dunand sur la base d'un dossier daté de juillet 2011.

L'étude d'impact du projet de la zone d'activités de Champ Dunand, sur la commune de Thonon les Bains est soumise à avis de l'autorité environnementale, conformément aux articles L. 122-1 et R. 122-1-1 du code de l'environnement.

L'avis porte sur l'étude d'impact du projet, et sur la prise en compte de l'environnement dans le projet.

Comme prescrit à l'article L. 122-1 du code de l'environnement, le maître d'ouvrage du projet a produit un dossier comportant notamment une étude d'impact qui a été transmise à l'autorité environnementale par la préfecture de Haute-Savoie. L'autorité environnementale en a accusé réception le 19/09/2011. Il comporte l'ensemble des documents exigés aux articles R. 122-3 du code de l'environnement.

Afin de produire cet avis et en application de l'article R. 122-1-1, le préfet de département et ses services compétents en environnement ont été consultés le 19/09/2011.

1. Présentation du projet

La commune de Thonon les Bains a décidé d'engager une procédure de déclaration d'utilité publique afin d'avoir la maîtrise foncière totale du secteur de Champ Dunand, au nord est de la commune de Thonon les Bains.

Le projet a pour objectif d'étendre la zone actuelle de Vongy dans son prolongement immédiat sur une superficie de près de quatre hectares.

La Commune est aujourd'hui propriétaire de près de deux tiers de la surface foncière nécessaire à la réalisation de l'opération.

Le projet prévoit la création d'une zone d'activités destinée à accueillir des activités compatibles avec l'habitat, entrant dans les champs du service ou du commerce de gros. Elles pourront toutefois être liées au secteur industriel et du BTP en cohérence avec la vocation de la zone de Vongy.

La création de cette zone a pour but de répondre au problème de saturation et du caractère privé de la zone de Vongy (difficultés d'intervention), de situations d'urgence de déplacement d'activités du centre-ville et du besoin d'amorcer la requalification de la zone de Vongy par l'aménagement d'une entrée de zone et le développement d'un espace qualitatif exemplaire pour le reste de la zone.

2. Analyse du caractère complet de l'étude d'impact, de la qualité et du caractère approprié des informations qu'elle contient

L'étude d'impact comprend les six chapitres exigés par le code de l'environnement et couvre l'ensemble des thèmes requis.

2.1 État initial

Le dossier aborde les principaux aspects au niveau de l'analyse de l'état initial.

2.2 Compatibilité avec les documents supérieurs

La commune de Thonon les Bains dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 25 juin 2003. Elle envisage l'aménagement en zone d'activités commerciales et de services (UXd) d'un secteur d'une superficie de 3,88 ha situé dans la zone d'activités de Champ Dunand actuellement classée en zone UXi destinée aux activités industrielles.

La commune de Thonon est soumise aux dispositions de la loi Littoral. Les terrains ne sont pas situés dans les espaces proches des rives identifiés dans le SCOT et sont en continuité de l'urbanisation existante.

Dans le PLU actuel, ce secteur est classé en zone d'activités industrielles et a été identifié dans une orientation d'aménagement comme un secteur stratégique pour l'implantation d'un centre de secours. Toutefois, l'implantation de cet équipement au Genevray s'est avérée plus appropriée. Une révision simplifiée du PLU a été approuvée le 29 juin 2005 pour permettre l'implantation du centre de secours à proximité de l'échangeur du contournement de Thonon.

De ce fait l'orientation d'aménagement définie dans le PLU approuvé en 2003 doit être modifiée pour permettre d'encadrer l'installation d'activités commerciales et de services.

Le règlement nécessite également des modifications pour permettre la réalisation d'une zone qualitative.

Il est à noter également que l'urbanisation du secteur supposera une urbanisation plus importante que celle générée par un centre de secours.

Une partie du secteur se situe dans une zone de présomption de vestiges archéologiques.

Enfin, aucune servitude d'utilité publique n'est présente sur ce secteur.

3. Analyse de la prise en compte de l'environnement

3.1 L'insertion du projet

L'architecte conseil de la DDT 74 a été sollicité sur ce projet. Il estime qu'une réflexion d'aménagement doit être menée au-delà du simple terrain « Champ Dunand » afin d'intégrer la problématique des déplacements au sein de la ZI Vongy, cette zone n'étant pas connectée au reste de la ville par une voie de circulation douce. Le chemin d'accès qui dessert également des maisons individuelles devrait être mis en valeur. Pour ce faire, une bande végétalisée de 5 m (cordon vert) pourrait être préservée entre ces maisons existantes et la ZA Champ Dunand. Le nouveau rond-point devrait prendre en compte les déplacements piétons et vélos, donc voie cyclable et passage piétons.

3.2 Les milieux naturels

Le secteur d'étude correspond à un espace agricole enclavé par l'urbanisation (zones d'activités et habitat).

Le site de Champ Dunand et la zone d'activité de Vongy se situent à proximité immédiate des zones Natura 2000 du Lac Léman (ZPS) et du delta de la Dranse (SIC et ZPS). Le secteur du delta de la Dranse est par ailleurs inscrit comme réserve naturelle nationale. Il s'agit également d'une zone RAMSAR.

Située au sein d'une zone résidentielle et d'activités, cette prairie peut être considérée comme un habitat Mesobromion appauvri du fait de l'activité agricole. Les inventaires réalisés sur cette zone révèlent la présence de 126 espèces non protégées. Cependant, cet inventaire a été réalisé en novembre, période qui ne correspond pas à la période favorable d'observation des orchidées susceptibles de se trouver sur ce type d'habitat.

Concernant la faune, l'inventaire bibliographique devra être complété par un inventaire de terrain aux périodes favorables.

Ainsi, les inventaires faune/flore pourront être réalisés de manière à compléter le dossier d'étude d'impact en vue de la réalisation des travaux.

L'autorité environnementale conseille au maître d'ouvrage de faire une demande formelle de dérogation pour "destruction d'espèces et d'habitat d'espèces" auprès du préfet de la Haute-Savoie, avec avis du Conseil National de Protection de la Nature (CNPN), en proposant les mesures d'évitement d'impacts et de compensation au regard de la faune et de la flore présente.

Conformément à l'article R 414-19 du code de l'environnement, 3°, relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000, le dossier comporte une analyse des incidences du projet sur Natura 2000. Cette analyse conclut à l'absence d'effets directs sur Natura 2000. Les effets indirects potentiels peuvent être liés à la pollution des rejets d'eaux pluviales et usées, ainsi que les perturbations possibles de la faune en terme de dérangement ou de perturbation des continuités écologiques.

L'analyse proposée est intéressante, toutefois les mesures compensatoires pourraient être complétées par des mesures de restauration de la continuité écologique. En effet, celle-ci est actuellement très perturbée, mais l'aménagement de la zone de Champ Dunand en lien avec la restauration de la zone de Vongy pourrait permettre, dans un projet d'ensemble, la restauration de continuités écologiques entre les zones Natura 2000.

3.3 Le potentiel énergétique

La loi Grenelle du 3 août 2009 a modifié l'article L 128-4 du code de l'urbanisme et précise désormais que :

« Toute action ou opération d'aménagement telle que définie à l'article L. 300-1 et faisant l'objet d'une étude d'impact doit faire l'objet d'une étude de faisabilité sur le potentiel de développement en énergies renouvelables de la zone, en particulier sur l'opportunité de la création ou du raccordement à un réseau de chaleur ou de froid ayant recours aux énergies renouvelables et de récupération. »

Cette étude datée de juillet 2011 est intégrée au dossier.

3.1 L'eau

Au niveau de Champ Dunand, une nappe d'eau libre souterraine et vulnérable est identifiée à une faible profondeur.

Des précisions sur la profondeur de la nappe devront être données afin de pouvoir limiter par la suite la profondeur des fondations des bâtiments afin de préserver cette nappe de toute pollution et afin de ne pas la rendre plus vulnérable.

3.2 Les risques et nuisances

Ce projet étant situé hors de la zone d'aléas dans la carte des aléas de la commune de Thonon les Bains, aucune observation particulière n'est à formuler.

Le secteur de Champ Dunand n'est pas concerné actuellement par un arrêté préfectoral de classement sonore des infrastructures terrestres.

Le projet de recalibrage de l'avenue de Saint-Disdille et la création des 2 giratoires ne constituent pas une modification significative de l'infrastructure de transports terrestres aux termes du décret 95-22 du 9 janvier 1995, article 3.

Les entreprises et les exploitations qui viendront s'installer dans la zone devront se conformer aux prescriptions du décret n° 2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le code de la santé publique.

4. Avis conclusif de l'autorité environnementale

Le dossier d'étude d'impact est globalement satisfaisant. Il devrait être complété afin de préciser certaines prescriptions ou compensations de manière à mieux prendre en compte l'environnement dans le projet.

Ces compléments sont notamment attendus sur les thèmes :

- de la biodiversité (inventaires)
- de l'aménagement de la zone en lien avec les objectifs d'amélioration qualitative de la zone attenante de Vongy. Une réflexion plus globale sur les deux zones permettrait de prévoir davantage les déplacements, notamment mode doux et offrirait la possibilité d'étudier la restauration de la continuité écologique entre les zones Natura 2000.

Cet avis simple mais obligatoire, destiné au public, doit être annexé au dossier d'enquête publique. Au vu du décret du 30 avril 2009 relatif à l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement, il doit également être consultable sur le site de la préfecture.

Pour le préfet de région, par délégation,
pour le directeur régional, par délégation,
le chef du service CEPE

Philippe GRAZIANI